



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.618/2
du 15 février 2021

advies 68.618/2
van 15 februari 2021

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant l'arrêté ministériel
du 28 décembre 2001 portant
exécution de certaines
dispositions de l'arrêté royal du
30 mars 2001 portant la
position juridique du personnel
des services de police en ce qui
concerne la sélection et le
recrutement des membres du
personnel des services de
police'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van het
ministerieel besluit van
28 december 2001 tot
uitvoering van sommige
bepalingen van het koninklijk
besluit van 30 maart 2001 tot
regeling van de rechtspositie
van het personeel van de
politiediensten inzake selectie
en rekrutering van de
personeelsleden van de
politiediensten'

Le 30 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 19 février 2021 ^{*}, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 28 décembre 2001 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en ce qui concerne la sélection et le recrutement des membres du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 février 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 février 2021.

^{*} Par un courriel du 4 janvier 2021.

*

Op 30 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 19 februari 2021 ^{*}, een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 december 2001 tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten inzake selectie en rekrutering van de personeelsleden van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 februari 2021.

^{*} Bij e-mail van 4 januari 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

La section de législation s'interroge sur l'absence de dispositions transitoires dans le projet alors que plusieurs modifications en projet sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les procédures de recrutement et de promotion pendantes ainsi que sur les réserves de recrutement en cours de validité.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer qu'il ne convient pas de prévoir des mesures transitoires de manière à respecter les attentes légitimes des intéressés.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Par application de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', l'autorité de contrôle, en l'occurrence, à savoir l'Organe de contrôle de l'information policière, doit être consultée « dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement » de données à caractère personnel par les services de police ¹.

Le projet à l'examen prescrit, dans plusieurs de ses dispositions, comme les articles 10 (examen d'aptitude médicale), 14 et 15 (enquête de moralité), le traitement de données à caractère personnel des candidats.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de s'assurer que cette formalité préalable soit respectée.

¹ L'article 4, § 2, alinéa 4, de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' prévoit qu'en qui concerne les services de police au sens de l'article 2, 2^o, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', les compétences, missions et pouvoirs d'autorité de contrôle prévus par le RGPD sont exercés par l'Organe de contrôle de l'information policière.

2. La formalité relative à la négociation syndicale ne peut être considérée comme étant valablement accomplie dès lors que le protocole de négociation n° 470/2 du 2 octobre 2019 du comité de négociation n'est pas signé par les dirigeants responsables de l'ensemble des organisations syndicales.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 2, il convient de viser les articles IV.I.18, IV.I.27, IV.I.29^{ter}, IV.I.30, IV.I.57^{bis}, V.III.5 et VII.IV.18 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 'portant la position juridique du personnel des services de police' (ci-après : le « PJPol ») en ce qu'ils constituent le fondement juridique du projet, qui modifie l'arrêté ministériel du 28 décembre 2001 'portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police' (ci-après : l'« AEPol »).

DISPOSITIF

Article 5

Article IV.6 en projet

1. La phrase liminaire de l'article IV.6, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que l'épreuve visée à l'article IV.I.15, 2°, du PJPol a pour objet d'évaluer la personnalité du candidat, « y compris les compétences reprises en annexe 4 » de l'AEPol ².

La disposition en projet ne permet pas de savoir quelles autres composantes de la personnalité du candidat devront faire l'objet de l'évaluation, d'autant que l'annexe 4 de l'AEPol liste déjà un grand nombre de compétences à évaluer en fonction du cadre pour lequel la procédure de recrutement est lancée.

L'article IV.6, alinéa 1^{er}, apportera les précisions nécessaires à cet égard et sera donc revu en conséquence.

2. Le 2° de l'article IV.6, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que l'évaluation de la personnalité du candidat se fera sur la base d'une interview « semi-structurée » tandis que le texte qu'il entend remplacer prévoyait une interview structurée.

² En comparaison, la version de l'article IV.6, alinéa 1^{er}, en vigueur prévoit que l'épreuve de personnalité « mesure les compétences reprises en annexe 4 ».

Interrogée sur ce point, la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

« Gestructureerd interview ligt 100 % vast en biedt geen enkele ruimte in de vraagstelling, terwijl het semi-gestructureerd interview dat wel toelaat. Dit biedt de mogelijkheid om bijkomende competenties te bevragen in functie van de beantwoorde vragen door de kandidaat ».

Le dispositif sera complété en ce sens.

3. L'alinéa 2 de l'article IV.6 en projet prévoit que l'uniformité de l'épreuve est garantie par le biais d'un protocole standardisé mais également par la présence aléatoire d'un autre membre qualifié comme observateur.

Dès lors qu'il s'agit d'assurer l'uniformité de l'épreuve et, dans cet objectif, de prévoir une garantie supplémentaire de cette uniformité à l'égard des candidats, la présence d'un autre membre qualifié comme observateur ne peut être conçue comme aléatoire sous peine de placer certains d'entre eux, bénéficiant de la présence de ce membre qualifié, dans une position plus favorable que ceux qui n'en bénéficient pas.

La disposition sera revue soit par l'omission de la deuxième partie de l'alinéa 2 soit par la suppression du terme « aléatoire », à moins que l'intention de l'auteur du projet soit différente et puisse aboutir à ce que la critique devienne sans objet, auquel cas le dispositif sera clarifié en ce sens.

4. En vertu de l'article IV.6, alinéas 5 et 6, en projet, le service du recrutement et de la sélection de la police fédérale est habilité à déterminer la « formation » que doit suivre un membre du personnel pour pouvoir être agréé en tant que « membre qualifié » dans le cadre de l'évaluation de la personnalité des candidats ainsi que les « conditions » à rencontrer pour maintenir cette qualité.

Eu égard au fait que le pouvoir ainsi délégué porte sur les aptitudes des personnes qui seront amenées à examiner la personnalité des candidats, il ne peut pas être considéré que la délégation porte sur des éléments purement accessoires ou secondaires³.

Il appartient au ministre de fixer la formation et les conditions en question.

L'article IV.6, alinéas 5 et 6, en projet sera revu en ce sens.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article IV.22, alinéas 4 et 5, en projet (article 16 du projet).

³ Voir en ce sens l'arrêté royal du 3 décembre 2005 'relatif aux formations fonctionnelles des membres du personnel des services de police', qui octroie, en son article 2, alinéa 2, au ministre de l'Intérieur le pouvoir de « déterminer d'autres formations fonctionnelles, notamment celles relatives à une qualification particulière visée à l'article I.I.1^{er}, 27°, PJPOL ».

Article 9

Article IV.8ter en projet

L'article IV.8ter en projet prévoit trois appréciations possibles en ce qui concerne les caractéristiques physiques des candidats.

Le 2° prévoit l'hypothèse du candidat qui « possède le potentiel pour développer les caractéristiques physiques lui permettant d'exercer une fonction à la police » tandis que le 3° évoque celle du candidat qui « ne possède actuellement pas » de telles caractéristiques.

Telles qu'elles sont rédigées, ces deux dispositions ne permettent pas de déterminer en quoi ces deux hypothèses se distinguent dans la mesure où un candidat qui ne possède « actuellement » pas les caractéristiques physiques requises pourrait les posséder à l'avenir, de sorte qu'il en possède le potentiel comme le prévoit le 2°.

Il s'agira soit d'omettre l'une des deux dispositions et d'adapter en conséquence les articles IV.13 et IV.30 en projet, soit de modifier le dispositif afin de faire ressortir plus clairement ce qui les distingue.

Article 10

Article IV.9 en projet

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'insérer les mots et signe de ponctuation « alinéa 1^{er}, » entre les mots et le signe de ponctuation « l'article IV.8, » et le chiffre et le signe « 1° ».

2. À l'alinéa 5 du même paragraphe, il y a lieu de remplacer la parenthèse qui entoure le mot « temporairement » et d'ajouter les mots « ou inapte » entre les mots « temporairement inapte » et les mots « est informé », à moins qu'il ne soit pas dans l'intention de l'auteur du projet de viser les 2° et 3° de l'alinéa 2 de cette disposition.

Article 14

Articles IV.14 à IV.18 en projet

1. L'article IV.16 en projet énonce que « les données visées à l'article 12, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2002, l'avis de l'*information officer* local, et les données actualisées [...] à l'aide de la consultation de bases de données » doivent être rassemblées dans le cadre de l'enquête de moralité du candidat.

La disposition à l'examen prête à confusion en ce qu'elle laisse à penser qu'il serait loisible au ministre d'exiger que soient récoltées des informations complémentaires à celles limitativement déterminées par l'article 12, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2002.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que l'avis de l'*information officer* et les données actualisées en question peuvent se retrouver dans un des *litterae* de l'article 12, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2002, à défaut de quoi ces éléments devront être omis de la disposition en projet.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article IV.21 en projet (article 15 du projet).

2. Les principes de bonne administration requièrent l'élaboration de textes compréhensibles par tous.

En l'occurrence, la notion d'« *information officer* »⁴ local ne peut être identifiée et ne figure dans aucun texte légal ou réglementaire.

L'article IV.16 en projet identifiera précisément et en des termes compréhensibles l'« *information officer* ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article IV.21 en projet (article 15 du projet).

3. Dans le cadre de l'enquête de milieu et d'antécédents prévue à l'article 12, alinéa 2, b), de la loi du 26 avril 2002, l'auteur du projet entend, sur la base de l'article IV.17 en projet, autoriser la recherche de condamnations complémentaires à celles qui se retrouvent dans le casier judiciaire, à savoir des condamnations « portant sur des faits pertinents par rapport à la fonction postulée et émanant du tribunal de police, du tribunal de commerce ou du tribunal civil ».

Or, même si ce dispositif correspond au texte actuellement en vigueur, il n'est ni utile ni pertinent de se limiter aux décisions émanant de ces seuls tribunaux eu égard, d'une part, à l'éventualité d'une réformation des jugements entrepris et, d'autre part, à la présence possible de « condamnations » pertinentes provenant d'autres juridictions. En outre, les tribunaux ne sont pas désignés conformément aux dénominations officielles, auxquelles il convient de se conformer, du Code judiciaire.

L'article IV.17 en projet sera revu en conséquence.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article IV.21bis en projet (article 15 du projet).

⁴ La simple mention en langue anglaise des mots « *information officer* » n'emporte pas violation de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 'sur l'emploi des langues en matière administrative'. Voir en ce sens, C.E., 3 novembre 2003, n° 124.935, *Association sans but lucratif 'Syndicat autonome de la police judiciaire'*, concernant un texte réglementaire comprenant les mots d'« *assessment center* ».

4. Conformément à l'avis n° 68.617/2 donné ce jour, l'article IV.I.27 en projet du PJPol, qui entend déléguer au ministre, sans autre précision, le pouvoir de fixer « la composition et la méthode de travail de la commission de moralité visée à l'article IV.I.18, alinéa 1^{er} », contient une délégation inadmissible eu égard au rôle de cette commission dans l'appréciation d'un critère d'admission essentiel fixé par la loi.

Par voie de conséquence, l'article IV.18 en projet sera omis.

Article 16

Article IV.22 en projet

Il se recommande d'établir un régime d'incompatibilités entre les membres de la commission de moralité et ceux de la commission de délibération de manière à éviter, entre autres, tout soupçon de partialité.

L'article IV.22 en projet sera revu en conséquence.

La même observation vaut pour les articles 21 et 26, s'agissant de la commission de sélection.

Article 21

Articles IV.31 à IV.31ter en projet

1. À l'article IV.31*bis* en projet, l'auteur du projet consacre expressément le principe d'impartialité dans le cadre de l'évaluation des membres du personnel en renvoyant à l'article 828 du Code judiciaire.

Toutefois, ce texte a été écrit pour le cas très particulier de la magistrature. Certains des cas qui y sont visés ne s'appliquent manifestement pas dans le cas des services de police et d'autres risquent de poser des problèmes s'ils sont appliqués strictement.

Il serait donc préférable d'énoncer les causes de récusation dans le texte plutôt que de se référer purement et simplement à l'article 828 du Code judiciaire ⁵.

L'article IV.31*bis* en projet doit dès lors être revu de manière à ne prévoir que des causes de récusations pertinentes.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article V.11 en projet (article 26 du projet).

⁵ Voir, en ce sens, l'avis n° 42.668/2 donné le 23 avril 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 'portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police', observation n° 3 formulée sous l'article 7 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/42668.pdf>).

2. L'article IV.31ter en projet prévoit que

« [l]es membres de la commission de sélection qui ne sont pas membres du personnel ont droit, pour les activités au sein de la commission de sélection, à un jeton de présence dont le montant par heure prestée ne peut excéder 1/1850^{ème} du traitement d'un conseiller qui bénéficie de l'échelle de traitement A53 ».

Le ministre ne peut se contenter de déterminer un montant maximal du jeton de présence ; il doit déterminer un montant fixe.

L'article IV.31ter en projet sera revu en conséquence.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article V.12 en projet (article 26 du projet).

Article 37

À l'article VII.19, § 2, en projet, l'auteur du projet précisera, conformément à l'exigence d'objectivité des procédures de sélection et de recrutement prescrite à l'article 122 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', ce qu'il convient de comprendre par « la moyenne de la population prise comme référence ou à moins d'un écart-type » et quels critères permettent de la déterminer.

Interrogée sur ce point, la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Het betreft de T-score. Hierbij zal men toelaten bepaalde categorieën geslaagd te verklaren in verhouding met de gehele groep, zelfs indien de helft van de punten niet behaald wordt. Het resultaat hangt dus af van de resultaten van de groep ».

L'article VII.19, § 2, en projet sera clarifié en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

De afdeling Wetgeving heeft vragen bij het ontbreken van overgangsbepalingen, terwijl verscheidene ontworpen wijzigingen een weerslag kunnen hebben op de hangende wervings- en bevorderingsprocedures alsook op de nog geldige wervingsreserves.

De steller van het ontwerp dient er zich van te vergewissen dat niet voorzien hoeft te worden in overgangsmaatregelen met het oog op het eerbiedigen van de legitieme verwachtingen van de betrokkenen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de aanhef van die verordening, en in samenhang met artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, moet de toezichthoudende autoriteit, *in casu* het Controleorgaan op de politionele informatie, geraadpleegd worden “bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met [de] verwerking” van persoonsgegevens door politiediensten.¹

In een aantal bepalingen van voorliggend ontwerp, zoals in de artikelen 10 (onderzoek van de medische geschiktheid), 14 en 15 (moraliteitsonderzoek), wordt voorgeschreven dat persoonsgegevens van de kandidaten verwerkt moeten worden.

De steller van het ontwerp dient er bijgevolg op toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste vervuld wordt.

¹ Luidens artikel 4, § 2, vierde lid, van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ worden de competenties, taken en bevoegdheden als toezichthoudende autoriteit bepaald in de AVG, ten aanzien van de politiediensten in de zin van artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus’, uitgeoefend door het Controleorgaan op de politionele informatie.

2. Het vormvereiste inzake de onderhandelingen met de vakbonden kan niet geacht worden op geldige wijze vervuld te zijn, aangezien het onderhandelingsprotocol nr. 470/2 d.d. 2 oktober 2019 van het onderhandelingscomité niet door de verantwoordelijke leiders van alle vakbonden ondertekend is.

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het tweede lid dient verwezen te worden naar de artikelen IV.I.18, IV.I.27, IV.I.29^{ter}, IV.I.30, IV.I.57^{bis}, V.III.5 en VII.IV.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 ‘tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’ (hierna: het “RPPol”), aangezien die artikelen de rechtsgrond opleveren voor dit ontwerp, waarbij wijzigingen aangebracht worden in het ministerieel besluit van 28 december 2001 ‘tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’ (hierna: het “UBPol”).

DISPOSITIEF

Artikel 5

Ontworpen artikel IV.6

1. In de inleidende zin van het ontworpen artikel IV.6, eerste lid, wordt bepaald dat de proef bedoeld in artikel IV.I.15, 2°, RPPol strekt tot het evalueren van de persoonlijkheid van de kandidaat, “met inbegrip van de competenties vervat in bijlage 4” bij het UBPol.²

Uit die ontworpen bepaling kan niet opgemaakt worden welke andere componenten van de persoonlijkheid van de kandidaat geëvalueerd moeten worden, te meer daar in bijlage 4 bij het UBPol reeds een groot aantal competenties opgelijst zijn die geëvalueerd moeten worden naargelang van het kader waarvoor de wervingsprocedure opgestart wordt.

Artikel IV.6, eerste lid, moet de noodzakelijke verduidelijkingen in dat verband bevatten en moet dan ook dienovereenkomstig herzien worden.

2. In het ontworpen artikel IV.6, eerste lid, 2°, wordt voorgeschreven dat de persoonlijkheid van de kandidaat geëvalueerd moet worden door middel van een “semi-gestructureerd” interview, terwijl de tekst ter vervanging waarvan die bepaling strekt een gestructureerd interview voorschreef.

² Ter vergelijking wordt erop gewezen dat in de versie van artikel IV.6, eerste lid, die thans geldt, bepaald wordt dat de persoonlijkheidsproef “de competenties vervat in bijlage 4 [meet]”.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Gestructureerd interview ligt 100 % vast en biedt geen enkele ruimte in de vraagstelling, terwijl het semi-gestructureerd interview dat wel toelaat. Dit biedt de mogelijkheid om bijkomende competenties te bevragen in functie van de beantwoorde vragen door de kandidaat.”

Het dispositief moet in die zin aangevuld worden.

3. Volgens het tweede lid van het ontworpen artikel IV.6 wordt de uniformiteit van de proef gewaarborgd door middel van een gestandaardiseerd protocol maar ook door de steekproefsgewijze aanwezigheid van een ander gekwalificeerd lid als observator.

Aangezien de bedoeling erin bestaat de uniformiteit van de proef te waarborgen en daartoe te voorzien in een aanvullende waarborg voor die uniformiteit ten aanzien van de kandidaten, kan de aanwezigheid van een ander gekwalificeerd lid als observator niet als steekproefsgewijs opgevat worden zonder sommige van die kandidaten, die hun proef in aanwezigheid van dat gekwalificeerd lid afleggen, in een gunstiger positie te plaatsen dan diegenen die hun proef afleggen zonder dat dat gekwalificeerd lid aanwezig is.

Deze bepaling moet herzien worden, hetzij door het tweede deel van het tweede lid weg te laten, hetzij door het woord “steekproefsgewijze” te schrappen, tenzij de steller van het ontwerp een andere bedoeling heeft die ertoe kan leiden dat bovenstaande kritiek komt te vervallen, in welk geval het dispositief in die zin verduidelijkt moet worden.

4. Bij het ontworpen artikel IV.6, vijfde en zesde lid, wordt de dienst van de rekrutering en van de selectie van de federale politie gemachtigd te bepalen welke “opleiding” een personeelslid moet volgen om erkend te kunnen worden als “gekwalificeerd lid” in het kader van de beoordeling van de persoonlijkheid van de kandidaten, alsook de “voorwaarden” waaraan dat personeelslid moet voldoen om die hoedanigheid te behouden.

Gelet op het feit dat de bevoegdheid die aldus gedelegeerd wordt, betrekking heeft op de vaardigheden van de personen die de persoonlijkheid van de kandidaten zullen moeten onderzoeken, kan er niet van uitgegaan worden dat deze delegatie op louter bijkomstige zaken of detailkwesties betrekking heeft.³

De minister dient de opleiding en de voorwaarden in kwestie te bepalen.

Het ontworpen artikel IV.6, vijfde en zesde lid, moet in die zin herzien worden.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor het ontworpen artikel IV.22, vierde en vijfde lid (artikel 16 van het ontwerp).

³ Zie in die zin het koninklijk besluit van 3 december 2005 ‘betreffende de functionele opleidingen van de personeelsleden van de politiediensten’. Bij artikel 2, tweede lid, van dat besluit wordt aan de minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid verleend om “andere functionele opleidingen [te] bepalen, inzonderheid die betreffende een bijzondere bekwaamheid bedoeld in artikel I.I.1, 27°, RPPol”.

Artikel 9

Ontworpen artikel IV.8ter

Het ontworpen artikel IV.8ter voorziet in drie mogelijke beoordelingen van de fysieke kenmerken van de kandidaten.

De bepaling onder 2° ervan heeft betrekking op het geval dat de kandidaat “het potentieel [bezit] om de fysieke kenmerken te ontwikkelen die hem toelaten een ambt bij de politie uit te oefenen”, terwijl de bepaling onder 3° ervan verwijst naar het geval dat de kandidaat “[dergelijke] kenmerken [momenteel niet bezit]”.

Zoals die bepalingen gesteld zijn, kan daaruit niet opgemaakt worden in welk opzicht die twee gevallen van elkaar verschillen, aangezien een kandidaat die de vereiste fysieke kenmerken “momenteel” niet bezit ze in de toekomst wel zou kunnen bezitten, zodat hij over het potentieel daartoe beschikt, zoals vermeld in de bepaling onder 2°.

Men zou er goed aan doen ofwel een van beide bepalingen te schrappen en de ontworpen artikelen IV.13 en IV.30 dienovereenkomstig aan te passen, ofwel het dispositief te wijzigen teneinde duidelijker tot uiting te laten komen welk onderscheid er tussen die twee bepalingen bestaat.

Artikel 10

Ontworpen artikel IV.9

1. In paragraaf 2, eerste lid, dienen de woorden “artikel IV.8, 1°” vervangen te worden door de woorden “artikel IV.8, eerste lid, 1°”.

2. In het vijfde lid van diezelfde paragraaf 2 dienen de woorden “(tijdelijk) ongeschikt” vervangen te worden door de woorden “tijdelijk ongeschikt of ongeschikt”, tenzij het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp zou zijn om te verwijzen naar de bepalingen onder 2° en 3° van die paragraaf 2, tweede lid.

Artikel 14

Ontworpen artikelen IV.14 tot IV.18

1. In het ontworpen artikel IV.16 staat dat in het kader van het onderzoek aangaande de moraliteit van de kandidaat “de in artikel 12, tweede lid, van de wet van 26 april 2002 bedoelde gegevens, het advies van de lokale *information officer* en de (...) geactualiseerde gegevens via raadpleging van de gegevensbanken” verzameld moeten worden.

De voorliggende bepaling leidt tot verwarring aangezien daardoor de indruk gewekt wordt dat het de minister vrij zou staan te eisen dat bovenop de informatiegegevens die limitatief opgesomd staan in artikel 12, tweede lid, van de wet van 26 april 2002, nog aanvullende inlichtingen ingewonnen worden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat het advies van de *information officer* en de geactualiseerde gegevens in kwestie terug te vinden zijn in een van de onderdelen van artikel 12, tweede lid, van de wet van 26 april 2002, zo niet moeten die gegevens uit de ontworpen bepaling weggelaten worden.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel IV.21 (artikel 15 van het ontwerp).

2. De teksten die men opstelt, moeten krachtens de beginselen van behoorlijk bestuur door iedereen begrepen kunnen worden.

In casu kan uit het ontwerp niet opgemaakt worden wie de lokale “*information officer*”⁴ is, terwijl die benaming bovendien niet in enige andere wet- of verordeningstekst voorkomt.

In het ontworpen artikel IV.16 moet nauwkeurig en in begrijpelijke bewoordingen verduidelijkt worden wie de “*information officer*” is.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel IV.21 (artikel 15 van het ontwerp).

3. In het raam van het onderzoek van de omgeving en de antecedenten waarin artikel 12, tweede lid, b), van de wet van 26 april 2002 voorziet, wil de steller van het ontwerp het door middel van het ontworpen artikel IV.17 mogelijk maken dat nog andere veroordelingen dan die welke in het strafregister zijn opgenomen opgezocht worden, namelijk veroordelingen “voor relevante feiten (...) met betrekking tot het beoogde ambt door de politierechtbank, de rechtbank van koophandel of de burgerlijke rechtbank”.

Dat dispositief stemt weliswaar overeen met de tekst die thans geldt maar het is noch nuttig noch pertinent zich te beperken tot de beslissingen uitgaande van alleen die rechtbanken, gelet enerzijds op een eventuele herziening van bestreden vonnissen en anderzijds op de mogelijkheid dat er nog andere relevante “veroordelingen” bestaan die van andere rechtsprekende instanties uitgaan. Bovendien worden de rechtbanken niet aangeduid met de officiële benaming ervan zoals die in het Gerechtelijk Wetboek staat en die gebruikt hoort te worden.

Het ontworpen artikel IV.17 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel IV.21bis (artikel 15 van het ontwerp).

⁴ Het loutere feit dat de woorden “*information officer*” in het Engels vermeld staan, houdt geen schending in van artikel 56, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’. Zie in die zin, RvS 3 november 2003, nr. 124.935, *Verenging zonder winstoogmerk ‘Autonoom Syndicaat van de gerechtelijke politie’*, betreffende een verordeningstekst waarin het begrip “*asses[s]ment center*” voorkwam.

4. Volgens advies 68.617/2, dat vandaag gegeven is, bevat het ontworpen artikel IV.I.27 RPPol, dat ertoe strekt aan de minister zonder meer de bevoegdheid te delegeren om “de samenstelling en de werkwijze van de [moraliteitscommissie bedoeld] in artikel IV.I.18, eerste lid,” RPPol te bepalen, een delegatie die niet aanvaard kan worden gelet op de rol die deze commissie speelt bij de beoordeling van de vraag of voldaan is aan een essentieel toelatingscriterium dat vastgesteld is bij wet.

Bijgevolg moet het ontworpen artikel IV.18 weggelaten worden.

Artikel 16

Ontworpen artikel IV.22

Teneinde onder meer elk vermoeden van partijdigheid te voorkomen, verdient het aanbeveling om te bepalen dat de leden van de moraliteitscommissie geen lid mogen zijn van de deliberatiecommissie en *vice versa*.

Het ontworpen artikel IV.22 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 21 en 26, in verband met de selectiecommissie.

Artikel 21

Ontworpen artikelen IV.31 tot IV.31ter

1. In het ontworpen artikel IV.31bis huldigt de steller van het ontwerp uitdrukkelijk het onpartijdigheidsbeginsel in het kader van de evaluatie van de personeelsleden door te verwijzen naar artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die tekst is evenwel opgesteld voor het zeer specifieke geval van de magistratuur. Sommige van de daarin vervatte regels zijn kennelijk niet van toepassing op de politiediensten, terwijl het gevaar bestaat dat andere van die regels problemen doen rijzen als ze strikt toegepast worden.

Het zou dan ook beter zijn om de gronden tot wraking in de bepaling zelf op te nemen in plaats van gewoonweg naar artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek te verwijzen.⁵

Het ontworpen artikel IV.31bis dient dan ook aldus herzien te worden dat daarin alleen relevante gronden tot wraking genoemd worden.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel V.11 (artikel 26 van het ontwerp).

⁵ Zie in die zin advies 42.668/2, dat op 23 april 2007 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 december 2007 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’, opmerking 3 die daarin gemaakt is bij artikel 7 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/42668.pdf>).

2. In het ontworpen artikel IV.31^{ter} wordt bepaald dat

“[d]e leden van de selectiecommissie die geen personeelslid zijn, (...) voor de werkzaamheden in de selectiecommissie recht [hebben] op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850^{ste} van het loon van een adviseur die de loonschaal A53 geniet.”

De minister mag zich er niet toe beperken het maximumbedrag van het presentiegeld te bepalen; hij dient een vast bedrag vast te stellen.

Het ontworpen artikel IV.31^{ter} moet dienovereenkomstig herzien worden.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel V.12 (artikel 26 van het ontwerp).

Artikel 37

Overeenkomstig het vereiste inzake objectiviteit van de selectie- en aanwervingsprocedures dat vervat is in artikel 122 van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’ moet de steller van het ontwerp in het ontworpen artikel VII.19, § 2, verduidelijken wat onder “het gemiddelde van de referentiepopulatie (...) of minder dan één standaardafwijking [daar]onder” verstaan moet worden en aan de hand van welke criteria die waarden bepaald kunnen worden.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het betreft de T-score. Hierbij zal men toelaten bepaalde categorieën geslaagd te verklaren in verhouding met de gehele groep, zelfs indien de helft van de punten niet behaald wordt. Het resultaat hangt dus af van de resultaten van de groep.”

Het ontworpen artikel VII.19, § 2, moet dienovereenkomstig verduidelijkt worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT